

Ce rapport a été élaboré par OCHA Haïti avec la contribution des agences, fonds et programmes des Nations Unies, des organisations non gouvernementales et des partenaires humanitaires

### POINTS SAILLANTS

- Le 25 août, les agences des Nations Unies et leurs partenaires ont lancé un appel éclair (Flash Appeal) de 187,3 millions de dollars US pour venir en aide à 500 000 personnes particulièrement vulnérables touchées par le tremblement de terre du 14 août.
- Environ 650 000 personnes ont besoin d'une assistance humanitaire d'urgence dans les trois départements les plus touchés - Grand'Anse, Nippes et Sud - où 634 000 personnes avaient déjà besoin d'une aide multisectorielle avant le séisme.
- Tirant les leçons des crises précédentes, les acteurs humanitaires cherchent à capitaliser sur l'expertise, les capacités et les connaissances au niveau local et national afin de promouvoir une réponse rapide et efficace adaptée aux besoins exprimés par les personnes touchées.
- Les convois humanitaires en route vers les zones sinistrées continuent d'être bloqués par différents groupes, notamment les personnes touchées qui sont de plus en plus frustrées par le manque d'assistance, et les gangs armés qui pillent les matériels de secours.
- Les différents impacts du tremblement de terre auront des effets durables sur le développement des communautés les plus durement touchées, ce qui rend indispensable la mise en place de programmes de relèvement rapide et de réhabilitation pour rétablir les moyens de subsistance.



The boundaries and names shown and the designations used on this map do not imply official endorsement or acceptance by the United Nations.  
 Creation date: 15 Aug 2021 Sources: CNIGS Feedback: ocha.haiti.im@gmail.com | www.unocha.org www.reliefweb.int | www.reliefweb.int

**800 000**

Personnes touchées

(Source: ONU en Haïti)

**650 000**

personnes ont besoin d'une aide humanitaire d'urgence

(Source: ONU en Haïti)

**\$187,3M**

de financement requis pour atteindre 500 000 personnes touchées par la crise

(Source: Haiti Earthquake Flash Appeal – Août 2021)

**+ DE**

**2 200**

morts, chiffre susceptible d'augmenter

(Source: DGPC)

**320**

personnes toujours portées disparues

(Source: DGPC)

**130 000**

maisons détruites ou endommagées

(Source: DGPC)

## APERÇU DE LA SITUATION

Près de deux semaines après le tremblement de terre de magnitude 7,2 qui a secoué le sud-ouest d'Haïti, l'aide humanitaire commence tout juste à arriver dans certaines des zones les plus difficiles à atteindre, les personnes les plus vulnérables n'étant toujours pas en mesure de répondre à leurs besoins urgents en matière de nourriture, d'assainissement et d'hygiène de base et de services de santé essentiels. Dans certaines zones rurales reculées, le personnel d'intervention et les fournitures de secours n'ont pas encore atteint les personnes les plus démunies.

L'impact cumulé du tremblement de terre et de la dépression tropicale Grace a considérablement aggravé les besoins préexistants. Le système des Nations Unies en Haïti estime que 650 000 personnes ont besoin d'une aide humanitaire d'urgence, un chiffre inquiétant si l'on considère que 634 000 personnes dans les trois départements les plus touchés - Grand'Anse, Nippes et Sud - avaient déjà besoin d'une aide humanitaire multisectorielle avant le séisme.

Lors des dernières mises à jour publiées le 25 août, la Direction générale de la protection civile (DGPC) faisait état de 2 207 morts, 12 268 blessés et 320 disparus. Le 22 août, les équipes de recherche et de sauvetage avaient extrait des décombres 24 personnes disparues, dont 4 enfants, qui ont été transportés par avion à Camp-Perrin pour recevoir une assistance médicale d'urgence.

Dans le département du Sud, les répliques sismiques se poursuivent près de deux semaines après le séisme initial du 14 août, provoquant une panique généralisée parmi la population touchée. Certaines personnes dont les maisons sont encore debout dans les zones touchées choisissent de dormir dans les rues de peur que les structures ne s'effondrent à tout moment.

Le séisme dévastateur a ravagé des zones entières dans les départements du Sud, des Nippes et de la Grand'Anse, détruisant et endommageant des milliers de bâtiments. Selon la DGPC, au moins 52 953 maisons ont été complètement détruites et 77 006 autres ont subi des dommages. Bien que la réponse aux besoins urgents en matière d'abris soit une priorité essentielle, le gouvernement cherche à éviter l'établissement de camps à grande échelle pour les personnes déplacées à l'intérieur du pays (PDI), semblables à ceux qui ont vu le jour après le tremblement de terre de 2010 et à nouveau après l'ouragan Matthew en 2016, en vue d'atténuer les risques sanitaires liés au placement de dizaines de milliers de personnes dans un espace restreint dans le contexte de la pandémie de COVID-19.

Alors que les efforts collectifs restent centrés sur les activités immédiates de sauvetage, il est évident que le tremblement de terre aura des effets durables sur tous les aspects de la vie dans les zones

touchées pour les années à venir. Pour les personnes déplacées et sans abri, en particulier les femmes et les enfants, la protection est une préoccupation majeure, avec des risques accrus de violence, notamment de violence sexuelle et basée sur le genre (VSBG). En 2020, la violence sexuelle et la VBG ont augmenté de 377 % en Haïti pendant la pandémie. Une protection immédiate et des solutions d'hébergement seront essentielles pour sauver des vies et préserver la dignité humaine, car les incidents de violence sexuelle et la VBG sont susceptibles de se multiplier après le tremblement de terre en raison de l'insécurité, du désespoir et des besoins accrus.

Après le tremblement de terre de 2010, Human Rights Watch avait signalé que des mesures de sécurité et de santé adéquates n'avaient pas été efficacement intégrées dans les efforts de réponse pour réduire les risques particuliers et les besoins différenciés des femmes et des filles. Par conséquent, les besoins des femmes en matière de santé reproductive et maternelle n'ont pas été satisfaits et le manque de nourriture a contraint de nombreuses femmes à recourir à des mécanismes d'adaptation négatifs, notamment en échangeant des rapports sexuels contre de la nourriture.



Photo credit: UNFPA

UNFPA estime que plus de 22 000 femmes vont accoucher au cours des trois prochains mois, et qu'environ 3 700 d'entre elles auront besoin d'une césarienne ou subiront des complications potentiellement mortelles liées à l'accouchement, ce qui fait des actions sensibles au genre dans les domaines de la santé et de la nutrition des priorités d'intervention urgentes. Pour éviter les lacunes des précédentes interventions d'urgence, le gouvernement et les partenaires humanitaires doivent assurer la collecte et l'analyse de données désagrégées par sexe et par âge afin de mieux aligner la formulation des programmes sur les besoins spécifiques des femmes, des filles, des hommes et des garçons.

Les infrastructures essentielles, notamment les installations d'eau, d'assainissement et de santé, ont été détruites, et les moyens de subsistance ont été complètement dévastés. En conséquence, l'intégration des activités de relèvement précoce et de réhabilitation dans les efforts de réponse sera essentielle pour restaurer les moyens de subsistance.

Dans le but de faciliter les secours à long terme, les partenaires humanitaires relient stratégiquement leurs activités de secours aux efforts de réponse menés par le gouvernement, en travaillant étroitement avec la DGPC et les ministères concernés pour assurer une réponse bien coordonnée et efficace, canalisée par l'architecture humanitaire établie et rationalisée aux niveaux national et départemental. Sur la base des leçons tirées des crises passées, les acteurs humanitaires cherchent à capitaliser sur l'expertise, les capacités et les connaissances au niveau local et national afin de promouvoir une réponse rapide et efficace adaptée aux besoins exprimés par le peuple haïtien. Ceci est particulièrement important dans les centres urbains, tels que Les Cayes, où la présence accrue à court terme des ONG internationales pourrait potentiellement détourner l'attention des efforts à long terme et des partenaires ayant une présence de longue date dans la région.

Toutefois, les contraintes persistantes en matière d'accès et de sécurité continuent de compromettre l'efficacité de la réponse. Des routes impraticables et des ponts endommagés, notamment le pont Dumarsais Estimé qui enjambe la rivière Grand'Anse, ont ralenti l'acheminement de l'aide. Les conditions sur le terrain se sont considérablement aggravées après le passage de la dépression tropicale Grace les 16 et 17 août, qui a provoqué des inondations considérables dans les zones côtières et de nombreux glissements de terrain. En l'absence du pont Dumarsais Estimé ou de routes alternatives menant à Jérémie, l'accès logistique aux populations affectées est gravement entravé. Ces derniers jours, les convois humanitaires ont été bloqués par différents groupes de personnes touchées, de plus en plus anxieuses et exaspérées par le manque d'assistance, et pillés par des gangs armés qui sont très actifs le long des principales artères, notamment la route nationale 2, qui relie Port-au-Prince aux zones dévastées du sud de la péninsule. On a également signalé des cas de pillage des stocks d'aide par des bandes armées.

Afin de remédier aux contraintes d'accès, de solides efforts ont été entrepris pour négocier un couloir humanitaire qui a apporté une certaine prévisibilité à une situation sécuritaire extrêmement volatile et précaire. Le 22 août, l'un des chefs de gangs les plus connus du pays a annoncé sur les médias sociaux que ses gangs alliés avaient conclu une trêve dans le but de soutenir les efforts de secours. Si le corridor humanitaire a permis aux premiers convois humanitaires d'atteindre les communautés durement touchées, il n'offre pas de solution permanente aux défis auxquels sont confrontés les acteurs de la réponse.

Dans un contexte de réponse aussi complexe, le gouvernement et les partenaires humanitaires doivent s'assurer que la responsabilité envers les populations affectées (AAP) et la communication bilatérale efficace avec les communautés (CAC) soient intégrées dans toutes les activités de réponse et de relèvement rapide. Cela nécessite la création d'espaces participatifs où les personnes concernées, en particulier les plus vulnérables, telles que les femmes et les enfants, les personnes handicapées et la communauté LGBTQ+, peuvent participer activement à la prise de décision afin de s'assurer que leurs besoins et préoccupations différenciés sont intégrés de manière significative dans la conception des programmes. La stratégie de réponse multisectorielle des acteurs humanitaires doit souligner l'importance de l'engagement communautaire et de l'instauration d'un climat de confiance développé par une communication transparente et claire sur les modalités d'accès à l'aide et sur les défis et les limites de l'assistance humanitaire.



## COORDINATION GÉNÉRALE

Le gouvernement haïtien continue de coordonner les efforts d'intervention par l'intermédiaire de la DGPC, qui est soutenue par OCHA Haïti, l'équipe des Nations Unies pour l'évaluation et la coordination des catastrophes (UNDAC), déployée à Port-au-Prince, aux Cayes, à Jérémie et à Miragoâne, ainsi que l'Agence caribéenne de gestion des urgences en cas de catastrophe (CDEMA) par l'intermédiaire de l'équipe de soutien opérationnel de la CARICOM (COST) intégrée au Centre national des opérations d'urgence (COUN) à Port-au-Prince.

Les gouvernements, les organismes régionaux et les institutions multilatérales continuent d'envoyer des secours humanitaires, des équipes et des équipements de sauvetage, ainsi que des équipes et des fournitures médicales spécialisées. Malgré les contraintes d'accès sur terre, les acteurs humanitaires utilisent des moyens maritimes et aériens pour acheminer les fournitures de secours, les acteurs militaires régionaux et les partenaires humanitaires, dont le PAM, fournissant un soutien logistique et de transport coordonné. Sur terre, l'accès négocié dans les zones où l'influence des gangs est importante a permis une utilisation limitée des routes principales reliant Port-au-Prince aux zones touchées.



Photo credit: UNDAC

Le Gouvernement a demandé à tous les acteurs de l'intervention de se faire enregistrer auprès des autorités nationales avant d'arriver sur le terrain, en fournissant à la DGPC des informations sur les activités d'intervention prévues et en contactant le COUN avant toute distribution prévue de matériels de secours afin d'assurer la coordination, notamment en ce qui concerne les garanties de sécurité pour les convois se dirigeant vers les zones sinistrées. Alors que la présence humanitaire en Haïti augmente, une coordination efficace est nécessaire pour s'assurer que l'assistance atteint les personnes qui en ont le plus besoin. En conséquence, OCHA Haïti, en collaboration avec la DGPC, a déployé l'outil « Qui fait quoi, où » (3W) pour cartographier la présence opérationnelle des acteurs dans les départements de la [Grand'Anse](#) et des [Nippes](#), tandis que les efforts de cartographie se poursuivent dans le département du Sud, permettant aux organisations d'échanger des informations opérationnelles, d'identifier les synergies potentielles entre les secteurs et de mettre en évidence les lacunes potentielles qui doivent être comblées, favorisant ainsi une meilleure coordination de la réponse.

Le Programme des Volontaires des Nations Unies (VNU) accélère déjà le déploiement de plus de 100 VNU haïtiens pour soutenir les efforts de réponse humanitaire de l'ONU en Haïti. Les profils vont des gestionnaires de l'information, des responsables de la communication et des évaluateurs de vulnérabilité aux assistants de terrain, sages-femmes et spécialistes de la nutrition, entre autres. Le programme VNU peut déployer des VNU nationaux et internationaux qualifiés dans un délai de 7 à 20 jours et prend en charge toutes les étapes du processus de recrutement. Pour plus d'informations, contactez le programme VNU à l'adresse suivante [unvrolac@unv.org](mailto:unvrolac@unv.org) ou consulter : <https://www.unv.org/publications/un-volunteers-haitian-humanitarian-response>.

Les contraintes d'accès et les problèmes de sécurité entravant les efforts de secours, une aide multi-usage en espèces et sous forme de coupons bien coordonnée jouera un rôle important dans la réponse au tremblement de terre. Codirigé par le PAM et Mercy Corps, le groupe de travail sur les transferts monétaires (CBTWG) travaille avec les autorités nationales et les partenaires pour assurer une coordination responsable des efforts de réponse en espèces. Avec le soutien de l'initiative REACH, le CBTWG coordonne actuellement une évaluation conjointe rapide des marchés qui fournira une analyse du fonctionnement des marchés locaux à la suite du tremblement de terre.

## FINANCEMENT

Le 25 août, les agences des Nations Unies et les partenaires humanitaires ont lancé un appel éclair ([Flash Appeal](#)) de 187,3 millions de dollars pour venir en aide à 500 000 personnes parmi les plus vulnérables touchées par le séisme,

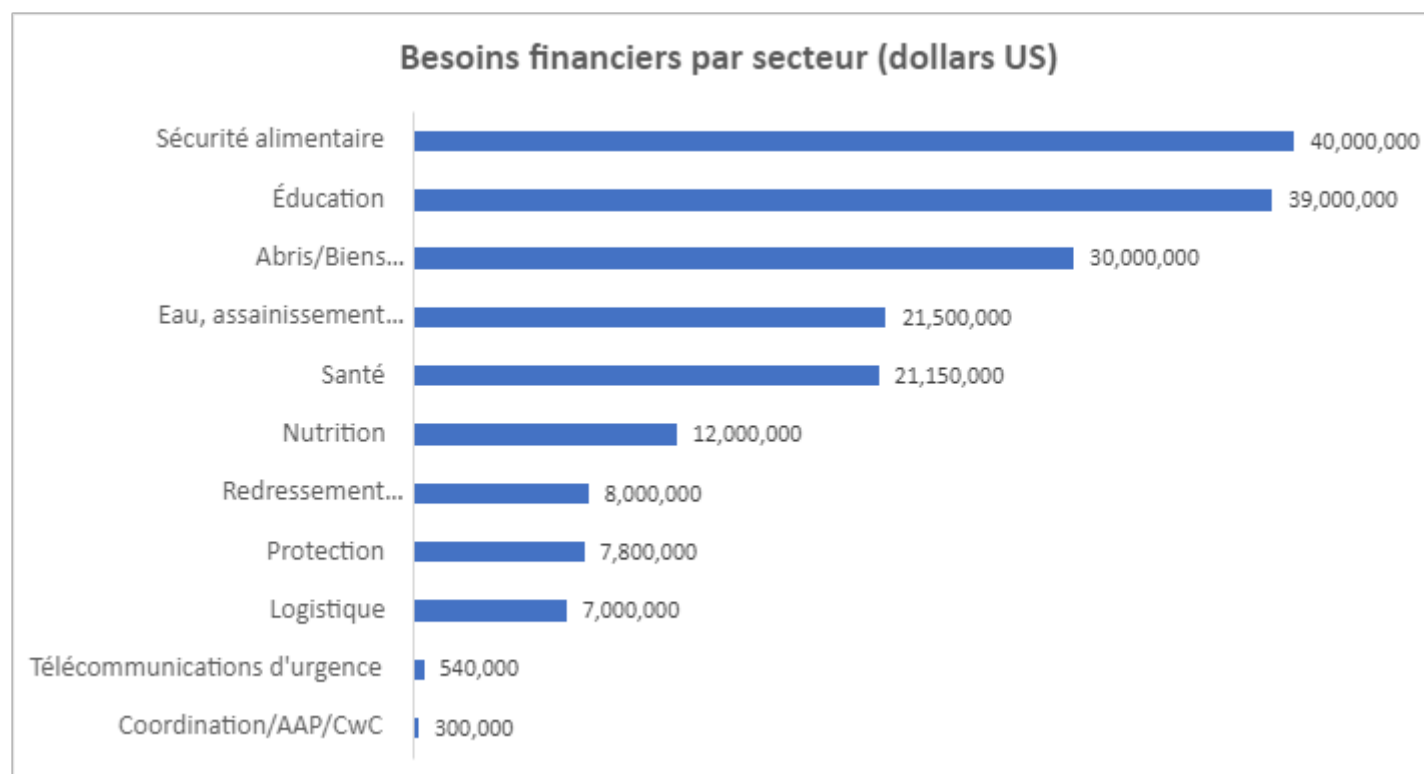
d'août 2021 à février 2022. L'appel tient compte non seulement de l'ampleur des besoins humanitaires après le tremblement de terre, mais aussi des défis logistiques importants auxquels les organisations humanitaires sont confrontées pour fournir une réponse humanitaire multisectorielle à grande échelle dans un contexte de graves contraintes d'accès humanitaire et de sécurité. Le Fonds central d'intervention d'urgence (CERF) a déjà contribué à hauteur de 8 millions de dollars pour fournir une assistance vitale dans les domaines de la santé, de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène, des abris, de la protection, de la logistique et de la sécurité alimentaire.

Avant le début de la pandémie de COVID-19, le financement humanitaire pour les différentes crises auxquelles Haïti est confronté avait diminué malgré des besoins progressivement croissants. Jusqu'à présent, en 2021, le Plan de réponse humanitaire (HRP) pour Haïti est financé à moins de 16 pour cent. Même si 33,7 millions de dollars supplémentaires sont en cours de versement, Haïti reste le deuxième plan de réponse humanitaire le moins financé d'Amérique latine et des Caraïbes, juste derrière la Colombie.

Bien que le financement ait augmenté en réponse à la pandémie, les partenaires humanitaires continuent de faire face à un manque de ressources qui les empêche de répondre aux besoins humanitaires urgents d'environ 4,4 millions de personnes qui avaient déjà besoin d'une aide humanitaire avant le séisme. Le manque persistant de ressources a empêché les autorités nationales et les partenaires humanitaires de répondre aux besoins multisectoriels urgents d'environ 19 000 personnes déplacées par la violence liée aux gangs dans la zone métropolitaine de Port-au-Prince. Les besoins urgents de ces personnes déplacées extrêmement vulnérables risquent d'être éclipsés par la réponse actuelle au tremblement de terre.

Les besoins de financement dépassent les capacités actuelles des agences des Nations Unies et des partenaires humanitaires pour répondre aux besoins existants et nouveaux résultant de l'impact du tremblement de terre. Les besoins humanitaires pressants risquent de rester insatisfaits si les acteurs humanitaires, y compris les agences de l'ONU et les organisations non gouvernementales, n'obtiennent pas de financement supplémentaire, ce qui pourrait réduire la réponse au tremblement de terre à une autre urgence sous-financée en Haïti.

Le secteur privé jouant un rôle de plus en plus important dans le financement des secours d'urgence et du relèvement rapide, la DGPC travaille en étroite collaboration avec l'Alliance pour la gestion des catastrophes et la continuité des affaires (AGERCA), qui participe activement au COUN. AGERCA, un réseau membre de l'initiative Connecting Business, coordonne et s'engage auprès des acteurs du secteur privé et de la société civile, ainsi que de la diaspora haïtienne, dans les opérations de secours. Pour en savoir plus sur la manière dont le secteur privé international peut contribuer à l'aide aux victimes du tremblement de terre en Haïti, veuillez consulter le [UN Business Guide \(en anglais\)](#).



## RÉPONSE HUMANITAIRE

### Coordination et Gestion des Camps

#### Besoins :

- Abris et eau potable pour les personnes déplacées.
- Amélioration de la communication avec les populations touchées.

#### Réponse :

- L'OIM a pré-positionné des stocks à Port-au-Prince avec la capacité de couvrir les besoins d'environ 70 000 familles.
- L'OIM a déployé des équipes dans les trois départements les plus touchés pour soutenir la distribution des articles de secours. De plus, la matrice de suivi des déplacements (DTM) est actuellement déployée par les équipes dans les zones affectées afin de recueillir et d'analyser les données sur les besoins des populations déplacées.
- La coordination entre les partenaires et les autorités compétentes est assurée pour fournir des conditions de vie de base aux personnes déplacées dans les points de rassemblement.

#### Lacunes et contraintes :

- Données et informations fragmentaires et insuffisantes sur les personnes déplacées en mouvement, leurs besoins et l'accès à une assistance appropriée.

### Relèvement précoce

#### Besoins :

- Soutien pour stimuler la reprise économique grâce à l'accès aux marchés, à l'entrepreneuriat local et à l'intervention sur les moyens de subsistance, y compris le financement d'activités génératrices de revenus rapides, par exemple des programmes de rémunération en espèces du travail, dans les communautés touchées.
- Assistance technique et financière aux autorités locales, y compris les agences techniques départementales (ATLD), pour promouvoir un effort de gestion des débris durable et respectueux de l'environnement.
- Évaluation des structures touchées et démolition des maisons gravement endommagées.
- Reconstruction des maisons et autres structures communautaires affectées par le séisme.
- Enlèvement des débris et des déchets pour dégager les routes et faciliter l'accès aux communautés touchées.

#### Réponse :

- Sous la direction de la DGPC et avec le soutien de l'ONU, de l'Union européenne et de la Banque mondiale, une évaluation des dommages et des besoins est en cours de planification avec l'assistance technique fournie par le PNUD au nom du Bureau du Coordonnateur résident de l'aide humanitaire en Haïti. La coordination avec l'équipe de l'UNDAC et les agences chefs de file sectorielles sera importante pour accélérer le processus d'estimation des besoins de relèvement après le tremblement de terre.

### Education

#### Besoins :

- Selon les évaluations initiales réalisées dans les trois départements les plus touchés, au moins 308 écoles ont été gravement endommagées ou complètement détruites, affectant environ 100 000 enfants et enseignants.
- Réhabilitation des écoles, y compris pour l'eau, l'assainissement et l'hygiène (WASH), la fourniture de kits scolaires, de bureaux et de mobilier scolaires, de kits d'hygiène, de classes de rattrapage, de soutien psychosocial pour les enfants scolarisés et d'espaces d'apprentissage temporaires sûrs.
- Fourniture de kits de prévention et d'hygiène COVID-19 pour protéger la santé des enfants et de leurs familles.

# 100 000

Enfants et enseignants affectés par la destruction totale ou partielle de 308 écoles

**Réponse :**

- Le Ministère de l'éducation et la Direction départementale de l'éducation procèdent à des évaluations rapides des besoins dans le secteur de l'éducation. L'UNICEF apporte son soutien en fournissant des équipements/outils de collecte de données ainsi que l'aide d'organisations du groupe de travail national sur l'éducation en situation d'urgence (EiE). Les évaluations ont commencé le 19 août et sont toujours en cours.
- Le Cluster Éducation mondial va déployer une équipe de réponse rapide pour renforcer la coordination du cluster fin octobre/début novembre.
- L'UNESCO a convoqué une réunion de coordination de toutes ses équipes et experts sur le terrain pour effectuer une évaluation préliminaire et préparer un plan d'intervention d'urgence.

**Lacunes et contraintes :**

- Des défis ont été identifiés dans la coordination institutionnelle au niveau local.
- Un manque important de financement pour les partenaires de l'éducation afin de soutenir les activités de réponse et une priorité limitée du secteur de l'éducation dans les efforts de mobilisation des ressources.


**Sécurité alimentaire**
**Besoins :**

- Le PAM estime que 578 000 personnes dans les zones sinistrées étaient déjà en situation d'insécurité alimentaire avant le séisme. Selon l'appel éclair (août 2021), quelque 300 000 personnes dans les zones les plus durement touchées ont un besoin urgent d'aide alimentaire.
- Une aide alimentaire d'urgence, des intrants pour une réactivation rapide de la production agricole, et la réhabilitation des systèmes d'irrigation et autres infrastructures agricoles ainsi que la protection du bétail.

**300 000**

Personnes ont besoin  
d'une aide alimentaire  
dans les zones les plus  
touchées

**Réponse :**

- Le Ministère de l'Agriculture a lancé une évaluation sectorielle des dommages et une analyse des besoins.
- Le PAM utilise 3 500 tonnes de produits alimentaires prépositionnés à travers Haïti pour les distribuer aux personnes sinistrées.
- Depuis le 14 août, le PAM a distribué 13 586 repas chauds et aidé 42 300 personnes (346 tonnes de nourriture et près de 300 000 dollars en espèces) dans les départements du Sud, de la Grand'Anse et des Nippes.
- Le PAM fournit un soutien financier et technique à la Coordination Nationale de la Sécurité Alimentaire (CNSA) pour mettre en œuvre une évaluation de la sécurité alimentaire d'urgence. L'évaluation alimentera l'analyse nationale de l'IPC qui devrait être déployée en septembre. Les équipes d'évaluation ont déjà effectué trois missions dans les départements les plus touchés. Le processus de collecte des données se poursuit jusqu'au 3 septembre, date à laquelle les résultats préliminaires sont attendus.
- World Vision Haïti a distribué 250 bons alimentaires pour des kits contenant du riz, de la farine, des haricots, de l'huile, des pâtes et du poisson en conserve aux Cayes.
- UNICEF Haïti, en collaboration avec la FAO et le PAM, a mobilisé le Fonds fiduciaire multi-partenaires (MPTF) pour soutenir la distribution de transferts en espèces dans le département de la Grand'Anse. Ces fonds, initialement prévus pour la réponse COVID-19, seront réorientés afin de donner la priorité aux besoins des familles touchées par le séisme.

**Lacunes et contraintes :**

- Les évaluations de la sécurité alimentaire ne sont pas encore terminées, alors que l'insécurité alimentaire reste un facteur de risque important pour les personnes touchées.
- La dépression tropicale Grace a provoqué des inondations et des glissements de terrain qui ont affecté de nombreux champs de culture, en particulier dans le sud d'Haïti. De plus, ces aléas ont rendu de nombreuses routes impraticables, détruisant des ponts sur des lignes d'approvisionnement critiques et perturbant les chaînes d'approvisionnement en nourriture et en intrants agricoles du secteur privé.
- L'UNICEF, la FAO et le PAM ont besoin de fonds supplémentaires pour venir en aide à 6 000 familles avec des enfants, des femmes enceintes et/ou des personnes handicapées en leur offrant un soutien financier par le biais du MPTF.

- Un nombre important d'animaux domestiques ont été perdus à cause du tremblement de terre et les familles dont les maisons ont été endommagées ou détruites ont perdu leurs outils et intrants agricoles, ce qui aura des conséquences négatives sur les moyens de subsistance basés sur l'agriculture et la sécurité alimentaire.
- Les premières évaluations rapides ont montré que les marchés et les infrastructures agricoles (installations de stockage et de transformation, laiteries, canaux d'irrigation, routes rurales, etc.) ont été touchés par de multiples dangers.
- La proximité de la saison des semailles exige une action rapide pour éviter une nouvelle détérioration de la sécurité alimentaire. En effet, on prévoyait déjà avant le séisme une baisse de la production agricole due à des précipitations inférieures à la moyenne, aggravée par la hausse des prix des denrées de base et les effets de la pandémie de COVID-19.

## Santé

### Besoins :

- Les premières évaluations rapides indiquent que 59 établissements de santé ont été touchés dans les départements de la Grand'Anse, des Nippes et du Sud, dont 27 gravement endommagés et 32 modérément endommagés.
- Les évaluations préliminaires montrent qu'environ 80 pour cent des blessures sont liées à des traumatismes orthopédiques. Le risque d'infection des plaies et de tétanos reste élevé en raison des difficultés liées à la fourniture de soins immédiats, à l'accès aux services de santé et aux retards dans l'admission à l'hôpital des personnes souffrant de blessures graves.
- Il faut du personnel médical, des médicaments et des fournitures médicales essentiels, une gestion efficace des stocks, des activités de santé mentale et de soutien psychosocial (SMSPS), la mise en œuvre de mesures de prévention et de contrôle des maladies transmissibles et des interventions WASH dans les établissements de santé et les abris.
- Assurer la proximité et l'accès des services de soins d'urgence aux victimes des communautés isolées, car l'accès aux hôpitaux des grandes villes reste coupé pour ces populations.
- Des soins chirurgicaux spécialisés, de préférence avec une capacité de gestion des hospitalisations post-chirurgicales (cellule chirurgicale, cellule de chirurgie orthopédique et/ou EMT de type 2) et des soins de traumatologie complets pour soutenir les capacités chirurgicales des établissements de santé (EMT T1 fixe avec une capacité élevée de soins de traumatologie orthopédique). Les partenaires ont également exprimé le besoin de soutenir les soins post-traumatiques et post-chirurgicaux.
- Renforcer les capacités obstétricales des établissements de santé (soins obstétricaux d'urgence de base et complets) dans les zones touchées.
- Soutenir les centres de santé primaire pour qu'ils fournissent des services de planification familiale, d'infections sexuellement transmissibles (IST) et d'orientation vers des services obstétricaux.
- Renforcer les capacités des hôpitaux/établissements de santé à fournir des services de gestion clinique des viols.
- Mettre en place et équiper des équipes médicales et communautaires mobiles pour fournir des services de santé essentiels.
- Renforcer l'accès des adolescents et des jeunes à des informations vitales sur la santé sexuelle et reproductive (SSR) et la violence liée au sexe, ainsi qu'à des orientations simplifiées vers les services de protection de l'enfance.

# 80%

Des blessures sont liées à un traumatisme orthopédique, ce qui accroît le risque d'infection et de tétanos

### Réponse :

- Des évaluations du secteur de la santé sont en cours afin de recueillir des données sur les patients blessés (hospitalisations, types de blessures et répartition démographique) et l'étendue des dommages subis par les établissements de santé ainsi que les besoins dans les départements touchés.
- Le Ministère de la Santé a installé une tente médicale à l'aéroport des Cayes pour soigner et trier les patients, tandis que ceux présentant des blessures graves sont transférés à l'hôpital universitaire de Mirebalais.
- Sept équipes médicales d'urgence (EMT) ont été mobilisées avec le soutien du Canada, des États-Unis, de l'Allemagne, de la France et du Royaume-Uni. Quatre autres équipes sont prêtes à être déployées et 15 autres équipes ont proposé leur soutien.
- Le Laboratoire National de Santé Publique (LNSP) et la Direction de l'Epidémiologie, des Laboratoires et de la Recherche (DELR), en collaboration avec l'OPS, vont déployer une équipe d'experts dans les zones affectées pour assurer une surveillance syndromique dans les abris ainsi que des tests rapides pour le COVID-19 et le paludisme et des échantillons de diarrhée aqueuse en utilisant un milieu Cary-Blair.



- L'OPS, en coordination avec le LNSP, effectuera des visites dans les laboratoires de l'Hôpital Immaculée Conception et de St. Boniface Les Cayes (Sud), St. Antoine de Jérémie (Grand'Anse) et Ste Thérèse de Miragoâne (Nippes) afin de renforcer les capacités de diagnostic pour la détection des maladies infectieuses.
- L'UNFPA continue de mener des évaluations à grande échelle dans les trois départements les plus touchés. Les évaluations des besoins en SSR sont en cours de finalisation.
- UNFPA distribue des kits de dignité aux femmes enceintes et allaitantes, avec un calendrier de distribution quotidien établi pour couvrir plusieurs communes du département du Sud. Des kits d'hygiène et des tentes supplémentaires pour soutenir la prestation de services de santé sexuelle et reproductive dans les établissements de santé sont attendus cette semaine.
- Grâce aux fonds d'urgence mobilisés par UNFPA, l'achat de kits de santé reproductive inter-agences se poursuit pour la gestion des accouchements, des urgences obstétriques, des déchirures vaginales et de la gestion clinique des viols, ainsi que du matériel et des équipements médicaux pour la poursuite des services dans les départements touchés.
- UNFPA va déployer des équipes sanitaires mobiles pour soutenir le maintien des services de santé et fournir huit tentes de maternité temporaires pour que les femmes puissent accoucher en toute sécurité.
- UNFPA renforcera les capacités de plus de 40 établissements de santé et hôpitaux pour s'assurer que les prestataires de services peuvent gérer les complications liées à la grossesse, fournir des services de planification familiale et apporter un soutien aux survivants de la violence sexuelle et la VBG, y compris des conseils psychosociaux et des orientations vers les services appropriés si nécessaire.
- Médecins du Monde Argentine mène des activités de santé dans quatre communes par le biais de deux équipes de cliniques mobiles qui viennent en aide à quelque 1 500 familles, ainsi que des actions de prévention-promotion avec des agents de santé communautaire polyvalents (ASCP-MSPP) dans le département du Sud.
- World Vision Haïti a fourni 6 tonnes de matériel médical à l'Hôpital Général des Cayes. De plus, World Vision a livré 165 tonnes de kits d'hygiène, de bâches, de kits de cuisine et de matelas à Catholic Relief Services pour être distribués dans le département du Sud.
- Les équipes médicales locales de Project HOPE fournissent une aide d'urgence aux hôpitaux des Cayes et aux cliniques des zones rurales. De plus, l'EMT de Project HOPE apporte de l'aide aux personnes touchées et effectue des évaluations des installations médicales dans les zones reculées moins peuplées des départements du Sud et de la Grand'Anse.

#### Lacunes et contraintes :

- **Logistics** Les problèmes de logistique et de sécurité limitent la livraison des fournitures, le déploiement du personnel dans les zones sinistrées et le transfert des patients vers des hôpitaux qui ne sont pas débordés.
- Certains hôpitaux touchés fonctionnent avec des générateurs et leurs réserves de carburant sont limitées.
- Risque accru de décès maternels et néonataux, car les maternités et les services chirurgicaux ne sont pas en mesure d'assurer la sécurité des accouchements et des césariennes, ce qui nécessite la mise en place de mesures temporaires afin de réduire les risques encourus par les femmes enceintes.
- L'interruption de l'accès aux services de santé essentiels pourrait potentiellement entraîner une augmentation des décès maternels et infantiles, des maladies évitables par la vaccination et des décès liés aux maladies chroniques.
- Les hôpitaux des zones les plus touchées étant toujours débordés, l'évacuation des personnes gravement blessées vers Port-au-Prince risque de mettre davantage à l'épreuve un système de santé national déjà fragile.
- Les inondations provoquées par les fortes pluies associées à la dépression tropicale Grace, combinées au manque d'abris adéquats et d'accès à l'eau potable et à l'assainissement, augmentent le risque de maladies respiratoires infectieuses (dont la COVID-19), de maladies diarrhéiques et de maladies à transmission vectorielle, comme le paludisme et la dengue, entre autres épidémies.

## Nutrition

#### Besoins :

- Formation d'agents de santé communautaires polyvalents (ASCP) dans les départements touchés pour apporter un soutien et des conseils en matière de nutrition aux mères/soignants de nourrissons et de jeunes enfants.
- Formation d'agents de santé pour fournir un soutien nutritionnel aux enfants non allaités, y compris la relactation et l'utilisation de substituts du lait maternel en dernier recours.

# 1 670

Enfants de moins de 5 ans présentent un risque de malnutrition, maladie ou mort

- Mise en place d'espaces pour fournir des conseils qualifiés en matière d'allaitement et d'espaces séparés pour soutenir les enfants non allaités, en se concentrant sur les enfants de 6 à 11 mois.
- Supplémentation nutritionnelle pour prévenir la malnutrition aiguë chez les enfants de 6 à 59 mois.
- Achat de fournitures essentielles, notamment des préparations pour nourrissons prêtes à l'emploi pour les enfants de moins de 6 mois non allaités, du lait à ultra-haute température pour les enfants de 6 à 11 mois non allaités, des suppléments nutritifs à base de lipides (PlumpyDoz) et des fournitures connexes nécessaires (tasses à bec, cuillères, etc.).

#### Réponse :

- L'UNICEF dispose de 31 cartons de lait thérapeutique (18 cartons de F75 et 13 cartons de F100), de 1100 cartons d'aliments thérapeutiques prêts à l'emploi et de médicaments positionnés dans les trois départements touchés.
- Le secteur de la nutrition concentre ses premiers efforts de réponse sur la prévention de la détérioration de l'état nutritionnel des groupes de population les plus à risque de malnutrition, de maladie et de décès par la protection, la promotion et le soutien des pratiques optimales d'alimentation du nourrisson et du jeune enfant (IYCF) chez les enfants de moins de deux ans, et la supplémentation nutritionnelle des enfants de moins de cinq ans dans les zones affectées.
- Le secteur prépare les protocoles, les outils de suivi et les formulaires d'évaluation à utiliser dans les espaces pour soutenir les nourrissons non allaités afin de garantir une gestion adéquate des substituts du lait maternel (préparations pour nourrissons prêtes à l'emploi) et d'éviter tout débordement dans la communauté. À cet égard, l'UNICEF étudie les meilleures solutions possibles pour l'achat, le stockage et la distribution de ces produits, en tenant compte des leçons tirées du tremblement de terre de 2010.
- Action contre la faim a mis en place des cuisines communautaires et distribue des biscuits hautement fortifiés et nutritifs pour les enfants de moins de cinq ans.

#### Lacunes et contraintes :

- Le secteur de la nutrition a besoin de fonds pour mener des évaluations rapides des besoins.
- Des fonds sont nécessaires de toute urgence pour permettre aux partenaires du secteur de la nutrition de mettre en œuvre une réponse nutritionnelle initiale axée sur la prévention de la malnutrition par le biais d'un soutien et de conseils sur l'IYCF et la supplémentation nutritionnelle.
- Priorité limitée du secteur de la nutrition dans les efforts de mobilisation des ressources.
- Dons potentiels de substituts du lait maternel et distribution non ciblée aux nourrissons et jeunes enfants touchés par le tremblement de terre, les exposant à des risques de malnutrition, de maladie et de décès.

## Protection

#### Besoins :

- Les évaluations des besoins réalisées dans plusieurs localités ont révélé que 150 mères et filles identifiées à Petite-Rivière-de-Nippes ont besoin de nourriture, de kits d'hygiène et de soutien psychosocial ; 50 enfants handicapés identifiés à Anse-a-Veau ont besoin de nourriture, de matériel d'assistance pour leurs handicaps et de kits d'hygiène ; 135 enfants vivant avec leurs grands-parents ont besoin de nourriture et de kits d'hygiène ; et 25 filles enceintes enregistrées au point de rassemblement de Kasyèl (Les Cayes) ont besoin d'une assistance médicale ainsi que de kits d'hygiène et de dignité.
- Renforcer les mécanismes de coordination de la protection, tant au niveau national que local.
- Établir et maintenir des systèmes de retour d'information efficaces (y compris les commentaires, les suggestions et les plaintes), en utilisant une variété de canaux de communication qui sont accessibles à toutes les personnes affectées et qui sont appropriés pour les retours d'information sensibles et non sensibles.
- Promouvoir et renforcer des mécanismes de responsabilité inclusifs et accessibles, en mettant l'accent sur la protection contre l'exploitation et les abus sexuels (PEAS).
- Réaliser et compiler une analyse complète de la protection qui détaille les principales menaces, risques, vulnérabilités et stratégies d'adaptation des personnes affectées, afin d'éclairer la prise de décision et la programmation.
- Créer des espaces sûrs pour les enfants et les adolescents, les femmes et les autres groupes vulnérables, y compris les personnes handicapées.

# 420

personnes ont reçu 500 dollars d'aide en espèces de la part de Food for the Hungry

- Une assistance est nécessaire pour les femmes et les filles, y compris les mineures enceintes, touchées par le tremblement de terre et exposées à des risques croissants de VBG dans les zones touchées, notamment face à un accès limité aux abris d'urgence.
- Des services de SMSPS sont nécessaires pour les enfants, les adultes, les prestataires de services et les autres groupes vulnérables.
- Soutien psychosocial aux enfants, évaluation de leurs besoins en matière de protection et identification des enfants les plus vulnérables, notamment les enfants séparés et blessés, les orphelins et les enfants handicapés, afin de les orienter et de leur fournir des services.
- La fourniture de kits de protection de la dignité pour les femmes et les adolescentes est nécessaire pour éviter un impact négatif sur leur santé, les risques de VBG et les mécanismes d'adaptation négatifs.

#### Réponse :

- UNFPA a soutenu le MCFDF pour réactiver le Groupe de Travail sur la VBG dans le Département Sud. Une réunion a été organisée pour identifier les besoins et coordonner la réponse en cours, tout en établissant une voie de référence pour les survivantes de VBG. Un spécialiste des VBG en situation d'urgence de l'équipe itinérante internationale sera déployé dans le département du Sud la semaine prochaine.
- UNFPA coordonne avec le gouvernement l'activation et l'intensification des activités des systèmes de coordination des VBG au niveau départemental et des services existants de gestion des cas et de soutien psychosocial dans le sud-ouest d'Haïti.
- UNFPA apporte son soutien aux centres uniques pour les victimes de VBG et distribuera 3 500 kits de dignité.
- Au niveau national et départemental, l'UNICEF continue de se coordonner avec l'Institut du bien-être social et de la recherche (IBESR) pour effectuer des évaluations rapides des besoins des enfants, identifier les enfants vulnérables et les prestataires de services, tout en concevant et en planifiant des activités de sensibilisation au niveau communautaire pour prévenir la séparation des familles et assurer la protection des enfants.
- L'UNICEF fournit des activités de soutien psychosocial à l'hôpital HIC et au niveau local avec son partenaire d'exécution, Youth Development Initiative.
- La capacité d'ONU Femmes en Haïti a été renforcée par le déploiement de trois personnes de son Bureau régional (2) et de son Siège (1). Grâce à ces déploiements, ONU Femmes assurera une coordination efficace et l'intégration du genre dans les efforts de réponse humanitaire, codirigera l'élaboration d'une analyse rapide du genre avec CARE et, en étroite coordination avec les homologues du gouvernement, reprogrammera les projets en cours en fonction des priorités et des besoins actuels de réponse.
- La Fondation Terre Bleue (FTB) a mené des évaluations dans les départements des Nippes et du Sud et a fourni une assistance psychologique à 265 personnes, dont 85 filles.
- Food for the Hungry a organisé 42 groupes de discussion afin de recueillir des informations sur les vulnérabilités et les risques auxquels sont confrontées les victimes et a fourni une aide financière à 420 familles (500 dollars par famille).
- L'Université d'État d'Haïti a déployé des étudiants pour soutenir les activités psychosociales menées sur le terrain pour les personnes affectées.
- Le HCDH a mené des actions de plaidoyer et travaillé avec la DGPC qui a donné des instructions à ses coordinateurs techniques départementaux pour identifier et prioriser les besoins différenciés des groupes les plus vulnérables, notamment les femmes enceintes et allaitantes, les personnes âgées et les personnes handicapées.

#### Lacunes et contraintes :

- Les personnes touchées continuent de s'abriter à l'extérieur en raison des inquiétudes liées à l'intégrité structurelle et à l'effondrement possible de leurs maisons, pratiquant régulièrement des soins d'hygiène et d'autres activités en l'absence d'intimité ou de sécurité adéquate, ce qui augmente leur exposition à un large éventail de risques de protection.
- Les évaluations initiales réalisées par l'UNFPA et le Ministère des affaires féminines (MCFDF) indiquent que l'accès aux services de lutte contre la VBG et la gestion des cas ont été considérablement réduits. Par ailleurs, l'évaluation réalisée dans dix points de rassemblement a révélé plusieurs problèmes de protection, notamment le manque d'éclairage, la présence de forces de sécurité ou de police, et l'absence de douches et de toilettes séparées.
- L'effet du tremblement de terre sur le système de santé aura des conséquences négatives sur la gestion clinique des viols.
- Les points de rassemblement informels ne disposent pas de mesures de sécurité et de protection adéquates répondant aux normes établies (électricité et éclairage adéquat, toilettes et douches séparées par sexe, etc.) Les femmes et les filles ne participent pas aux comités de gestion des points de rassemblement.
- Des risques croissants de séparation et de trafic d'enfants.

- Les organisations de femmes ont signalé que les femmes sont exposées avec leurs enfants et vivent dans la rue sans tente ni même bâche. Le manque de communication, notamment les difficultés de communication par téléphone et par Internet, entrave les efforts des femmes pour localiser les membres de leur famille ou accéder aux services. Cela limite l'accès à des informations vitales pour une préparation précoce ainsi qu'à des services d'urgence et autres.

## Abris

### Besoins :

- Selon la DGPC et l'OIM, au moins 8 324 personnes déplacées par le tremblement de terre ont été identifiées, principalement rassemblées dans 26 abris (15 dans le département du Sud et 11 dans celui des Nippes).
- Des solutions d'hébergement d'urgence et des articles ménagers essentiels sont nécessaires de toute urgence.
- Le Gouvernement a demandé que des bâches soient distribuées à la population affectée, ajoutant que les tentes ne devraient être utilisées que pour les hôpitaux. Le gouvernement a demandé, à titre préliminaire, 60 000 bâches pour aider les familles ayant besoin d'un abri d'urgence.
- Des bâches en plastique, des couvertures, des bâches, des poubelles, de la nourriture, de l'eau, des médicaments et des kits d'hygiène sont nécessaires dans les abris temporaires.

# 1 300

Familles recevront des kits d'abris et des lampes à énergie solaire de la part du gouvernement du Royaume-Uni.

### Réponse :

- Le 24 août, le gouvernement du Royaume-Uni a envoyé 20 tonnes de matériel de secours, y compris des kits d'abris et des lanternes à alimentation solaire pour 1 300 familles.
- La coordination entre les partenaires et les autorités compétentes est assurée pour fournir des conditions de vie de base aux IDP dans les points de rassemblement.
- L'OIM co-dirige le groupe de travail Haïti Shelter/NFI/CCCM en soutien au gouvernement, plus précisément à la DGPC et à l'UCLBP, en fournissant des conseils techniques et stratégiques aux partenaires en charge des abris et un soutien à la coordination.
- L'OIM déploie le DTM pour rassembler et analyser les données et informations critiques sur les besoins et les vulnérabilités des personnes déplacées.
- L'OIM fournira un soutien psychosocial spécialisé.
- Pour atténuer les risques de contagion du COVID-19, l'OIM distribuera des masques lavables et fera circuler des messages de sensibilisation et de prévention du COVID-19 par le biais de divers canaux de communication.

### Lacunes et contraintes :

- Les observations directes du personnel sur le terrain et les images satellites montrent que de nombreux abris dans les zones touchées ont subi des dommages plus ou moins importants, obligeant les personnes déplacées qui ne pouvaient pas rester avec leur famille et leurs amis à monter des tentes de fortune faites de bois et de bâche, dont beaucoup ont ensuite été abattues par les vents violents de la tempête tropicale Grace.

## Eau, Assainissement et Hygiène

### Besoins :

- Les premières évaluations rapides effectuées par la Direction nationale de l'eau et de l'assainissement (DINEPA), avec le soutien de l'UNICEF, ont révélé que 25 systèmes d'approvisionnement en eau par canalisation avaient été gravement endommagés et que plus de 1 800 avaient subi des dommages mineurs. Selon l'UNICEF, les résultats de ces évaluations indiquent que 60 % des personnes affectées n'ont pas accès à l'eau potable.
- L'UNICEF estime que plus de 119 000 personnes ont un besoin urgent d'eau potable dans les zones touchées par le séisme.
- Fourniture d'eau potable et de kits d'hygiène pour les personnes dont les maisons se sont effondrées.
- Amélioration des capacités de stockage de l'eau et construction ou réhabilitation d'installations sanitaires dans les centres de santé affectés recevant des blessés.
- Réhabilitation des systèmes d'approvisionnement en eau endommagés et fourniture de chlore (HTH).
- Installations pour le lavage des mains, savon et fournitures d'hygiène essentielles dans les centres de santé pour prévenir le risque de COVID-19 ainsi que les maladies transmises par l'eau, comme le choléra.

# 698 000

Litres d'eau distribués par l'UNICEF auprès de 37 000 personnes



**Réponse :**

- Le 22 août, un premier lot de 40 tonnes de fournitures médicales et d'eau, d'assainissement et d'hygiène supplémentaires est arrivé à Port-au-Prince et est transporté vers les départements les plus touchés pour soutenir les établissements de santé débordés.
- L'UNICEF aide la DINEPA à fournir une réponse initiale pour l'approvisionnement en eau potable aux communautés affectées. L'UNICEF fournit un stockage d'eau (5 réservoirs souples d'un volume total de 35 000 litres), du carburant et un soutien technique pour l'installation et la réhabilitation du traitement de l'eau pour les activités de transport de l'eau par camion.
- L'UNICEF a distribué 698 000 litres d'eau potable par camion-citerne, au bénéfice d'environ 37 591 personnes.
- L'UNICEF et ses partenaires distribuent 5 040 kits d'hygiène au profit d'environ 25 200 personnes (composés de produits de traitement de l'eau, de savon, de stockage de l'eau, de dispositifs pour se laver les mains, de serviettes hygiéniques et d'autres articles de secours) et des bâches.
- L'UNICEF, en collaboration avec le PAM et l'OIM, a distribué 800 kits d'hygiène au profit de 4 000 personnes à Maniche.
- La Fondation GivePower, World Hope International, Amazon, Community Organized Relief Effort (CORE), West Indies Self Help (WISH) et World Central Kitchen s'associent pour livrer 30 000 litres d'eau par jour aux zones touchées, permettant ainsi à environ 15 000 personnes d'avoir accès à de l'eau potable.
- ADRA distribue 1 000 kits d'hygiène à Saint-Louis du Sud, aux Cayes et à Camp-Périn.
- Action contre la Faim soutient les autorités locales, dont la DINEPA, pour assurer l'accès à l'eau potable, en distribuant des tablettes de purification d'eau et en fournissant une assistance technique sur leur utilisation correcte. Concern Worldwide et ses partenaires travaillent ensemble pour distribuer des fournitures essentielles telles que du savon, des seaux, des brosses à dents et du papier toilette, pour aider environ 11 000 personnes dont les maisons ont été détruites ou gravement endommagées.
- Le tableau de bord de suivi de la réponse du secteur WASH est disponible sur le site web du secteur WASH en Haïti : <https://www.washlac.com/fra/cluster-sectoriel/caraibes/haiti>, où les partenaires sont tenus de rendre compte de leurs activités.

**Logistique****Response :**

- Le PAM propose plusieurs services pour soutenir les opérations des partenaires humanitaires, notamment pour le transport du personnel et des fournitures via les vols du service aérien humanitaire des Nations Unies (UNHAS), ainsi que des services de transport terrestre et maritime. Le transport aérien via les vols UNHAS est disponible gratuitement pour le personnel humanitaire.
- - ECHO et Solidarité fournissent des services de fret depuis l'Europe vers Haïti.
- - Le Cluster Logistique et le Groupe de Travail Logistique sont en train de cartographier les données et les informations sur la capacité logistique, les contraintes d'accès physique ainsi que le suivi de la situation et de la météo afin de faciliter les efforts logistiques sur le terrain. Ces informations sont accessibles à l'adresse suivante : <https://logie.logcluster.org/?op=hti-21-a>.
- Le Commandement Sud des États-Unis (SOUTHCOM) a déployé huit hélicoptères, dont trois UH-60 Black Hawks, trois CH-47 Chinooks et deux HH-60 Pave Hawks. De plus, l'USS Arlington, avec deux hélicoptères MH-60 Seahawk et environ 600 membres de l'U.S. Navy et de l'U.S. Marine Corps, continue de soutenir les efforts de secours en cours.
- - La Garde nationale de l'armée de Porto Rico a déployé deux hélicoptères pour soutenir la mission de la Force opérationnelle interarmées à Haïti. Au 24 août, la Joint Task Force-Haïti a effectué 364 missions (Département de la Défense et Garde côtière américaine), transporté 163 000 livres de matériel de secours et aidé ou secouru au moins 436 personnes.
- - L'USAID/BHA continue de soutenir un service de barge du PAM facilitant le transport humanitaire entre Port-au-Prince et les zones côtières affectées dans les départements de la Grand'Anse et des Nippes, tout en soutenant également l'opération des convois dirigés par le PAM partant de Port-au-Prince en route vers les zones affectées.

**61 600**

Kilos de matériel de secours transportés par la Force opérationnelle interarmées à Haïti.

## Responsabilité à l'égard des personnes touchées (AAP) et Communication avec les Communautés

### Besoins :

- Fournir une action humanitaire localisée, pertinente, transparente, informée, bien coordonnée et responsable, garantissant un accès sûr aux communautés et un accès rapide pour les plus vulnérables.
- - Atténuer les risques en matière de sécurité et de protection, en particulier pendant et après les distributions de secours, en démontrant les efforts déployés pour instaurer la confiance et remplir les responsabilités des partenaires en matière d'action humanitaire fondée sur des principes.
- - Des mécanismes intégrés dans la stratégie de réponse, les opérations et la coordination qui permettent de rendre des comptes aux personnes affectées, y compris une CAC bilatérale efficace, soutenant l'accès, la livraison, l'acceptation et la protection.
- - La diffusion et le renforcement de l'information sur les contraintes de l'aide avant et pendant l'assistance, ainsi que l'engagement et le dialogue ouvert avec les personnes dans les zones les plus touchées pour expliquer les défis et les limites de l'aide humanitaire.

### Réponse :

- L'appel éclair a renforcé l'importance de l'intégration de l'AAP et de la PEAS dans tous les plans sectoriels et dans la réponse humanitaire dans son ensemble, en proposant des activités prioritaires et des exigences financières minimales pour soutenir leur intégration.
- La coordination avec les autorités désignées est effectuée par l'équipe OCHA/UNDAC sur le terrain pour réactiver le groupe de travail national CAC (CwC WG) et le positionner stratégiquement comme un élément clé de l'architecture et de la réponse humanitaire.
- Le réseau mondial Communicating with Disaster Affected Communities (CDAC) a activé les réunions ad hoc d'Haïti au niveau mondial, en réunissant des experts et du personnel d'organisations et de partenaires humanitaires tels que l'IASC, OCHA, la IFRC, UNHCR, le PAM, UNFPA, l'UNICEF, Plan International, Action Aid, Traducteurs sans frontières, Ground Truth Solutions et les principaux acteurs des médias pour le développement ayant une expérience en Haïti, notamment Internews et la Fondation Hirondelle, BBC Media Action et IMS, pour s'unir, échanger et collaborer afin de faire progresser l'AAP et l'engagement communautaire (EC) en Haïti.
- Les secteurs, notamment ceux des Abris/CCCM et de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène (WASH), ont intégré l'AAP et la PEAS dans leur stratégie de réponse et leurs activités prioritaires, tandis que le secteur de la Protection a fait de l'AAP et de la PEAS les piliers essentiels et les principes fondamentaux de sa stratégie de réponse.

### Lacunes et contraintes potentielles :

- Possible retard dans la réactivation du Groupe de travail CAC (GT) au niveau national en raison de priorités concurrentes et de la coordination requise avec de multiples acteurs.
- Possible retard dans le déploiement de la capacité dédiée nécessaire pour soutenir la coordination du GT.
- Manque de valeur attribuée, de vision commune et de compréhension de l'AAP, du CAC et de l'EC par les secteurs, les agences, les organisations et le leadership humanitaire, limitant potentiellement l'intégration des voix et des points de vue des communautés affectées dans la planification de la réponse.
- Les secteurs, agences et partenaires conçoivent des projets qui ne permettent pas l'opérationnalisation des engagements de l'AAP et de la PEAS.
- Les agences principales, les partenaires et la coordination inter-agences ne désignent pas de points focaux AAP/CAC pour soutenir la gestion de l'information.
- Les évaluations ne parviennent pas à intégrer les recommandations et les préférences de la communauté, les besoins d'information et les risques d'exploitation et d'abus sexuels, ce qui crée des lacunes importantes en matière de données probantes, susceptibles d'entraîner une diminution de la priorité stratégique accordée à l'AAP/CAC.
- Un contexte en évolution rapide qui crée des rumeurs et de la désinformation dans un écosystème d'information et de communication qui dépasse les efforts de réponse.

## LIENS UTILES

- Flash Appeal/Appel / Appel Éclair – Tremblement de terre en Haïti (août 2021): <https://bit.ly/3yiSswg>
- UN Business Guide: <https://bit.ly/3yhH0RM>
- ReliefWeb – 2021 Haiti Earthquake (Appeals and Response Plans, Latest Updates, Maps and Infographics): <https://bit.ly/3zlpY6x>
- Page web de la DGPC: <https://bit.ly/3jpHtxf>
- Page HumanitarianResponse.info pour Haïti: <https://bit.ly/3gx0M5U>
- IMPACCT (Bulletin on Customs, Immigration and Quarantine Procedures): EN/FR
- Connection Business initiative (CBI) – 2021 Haiti Earthquake: <https://bit.ly/2UOrKhF>
- Secteur WASH: <https://bit.ly/3DIlm2y>
- Secteurs Shelter/CCCM: <https://bit.ly/2XM9Z3t>
- Secteur Logistique: <https://bit.ly/38aY4yc>
- Portail de ressources CDAC pour Haïti: <https://bit.ly/2Wqgk3Q>

**Contact :**

**Delphine Vakunta**, OCHA Haiti: [vakunta@un.org](mailto:vakunta@un.org); Téléphone /WhatsApp: +509 37 02 5790

**Omar Kurdi**: [omar.kurdi@un.org](mailto:omar.kurdi@un.org); Téléphone: +1 347 414 4598

Pour plus d'informations, veuillez consulter [www.unocha.org](http://www.unocha.org) // [www.reliefweb.int](http://www.reliefweb.int) // <https://www.humanitarianresponse.info/en/operations/haiti>